

Des ressources pour le département et Aubervilliers Le Budget 2006

Débat public en mairie le *9 mars à 19h*
Intervention de Pascal Beudet – Maire

Mesdames, Messieurs,

C'est avec plaisir que j'ai répondu positivement à la proposition du Président du Conseil général Hervé BRAMY, d'organiser en commun cette réunion d'information sur les budgets du départements et de la commune.

Les convergences d'intérêts entre la ville, Plaine Commune, le Département sont évidentes.

En effet, les prises de positions gouvernementales sur la décentralisation et la fiscalité, créent une situation très difficile à nos collectivités dans le cadre de la préparation du budget 2006.

Le Président Hervé BRAMY et Jean-Jacques KARMAN vice-président du Conseil général et responsable des Finances au niveau local, nous diront la nature de ces difficultés.

Pour ma part, comme je l'ai déjà fait à plusieurs reprises, je veux d'abord réaffirmer que l'élaboration d'un budget ne peut pas se résumer à un exercice comptable et que les ratios communément admis pour juger de la gestion des collectivités locales, ne peuvent pas être la seule référence présidant aux choix que nous devons faire.

Chacun comprendra que mon propos n'est pas de négliger les nécessaires analyses critiques que nous devons porter sur la réalité des finances de la commune. Mais que cette critique n'a de sens, que si elle considère les données sociales et démographiques particulières d'une ville, confrontée à des besoins spécifiques liés aux caractéristiques de sa population.

Chacun le sait, la population de Seine-Saint-Denis a une situation particulière en Région Ile-de-France, et Aubervilliers une situation particulière en Seine-Saint-Denis.

Ainsi, en 2005 le nombre de foyers non imposés étaient de 13 % supérieur à Aubervilliers que la moyenne départementale.

Les allocataires "financièrement dépendants", c'est-à-dire ceux dont les prestations sociales représentent plus de moitié des ressources, représentaient 34 % à Aubervilliers contre 27 % en Seine-Saint-Denis.

Si globalement les habitants du 93 ont des revenus inférieurs de 20 % aux revenus de la Région Ile de France, ceux d'Aubervilliers ont des revenus inférieurs de 20 % à la moyenne départementale. Et j'ajoute que sur les 1300 communes de la Région parisienne en matière de revenus imposables, Aubervilliers occupe le 1292^{ème} rang.

C'est donc à un véritable tour de force auquel nous devons nous livrer chaque année pour bâtir des budgets équilibrés permettant à la fois de répondre aux urgences sociales, de satisfaire au plus près les besoins de toute la population, et construire l'avenir de notre ville.

Exercice rendu de plus en plus difficile chaque année en raison des désengagements financiers de l'Etat, et qui nous ont conduit à faire appel à la fiscalité locale.

Il faut souligner qu'Aubervilliers se situe dans la fourchette basse de la pression fiscale locale, puisque avec 476 € en moyenne de cotisation, elle se situe au 34^{ème} rang des 40 villes du département.

Notre pays compte 110 villes de plus de 50 000 habitants, et en matière fiscale Aubervilliers occupe le 99^{ème} rang, c'est-à-dire que seulement 11 villes ont un effort fiscal inférieur à notre ville.

Pour autant nous avons décidé cette année de travailler à l'équilibre du budget en limitant au maximum l'augmentation du taux de la Taxe d'habitation, et si possible de ne pas l'augmenter du tout.

Je sais qu'aujourd'hui il est courant de fustiger la gestion des élus locaux, et les murs de notre ville en porte témoignage. S'il nous faut être toujours plus rigoureux en matière de gestion des deniers publics, le vrai scandale est le racket qu'exerce l'Etat sur les collectivités locales en les forçant à être des collecteurs d'impôts à sa place.

En fait, les réductions d'impôts consenties aux uns, les plus riches, se font par le principe des vases communicants en ponctionnant les autres, les moins riches.

Avant de passer la parole aux autres intervenants, je souhaite aborder un dernier point, celui de la poussée démographique que connaît Aubervilliers. Avec 8 000 habitants de plus qu'en 1999 notre ville compte aujourd'hui 71 600 habitants et je m'en félicite.

Cette progression est bien entendu liée à celle que connaît la Région parisienne, mais en général elle est ici plus forte et traduit aussi une forme de retour sur les investissements faits par la commune depuis de nombreuses années en matière de développement urbain, de lutte contre l'habitat indigne et de diversification de l'habitat.

Cet afflux de population, s'il est pour notre ville une chance, à des conséquences immédiates en matière de budget.

L'exemple le plus significatif étant la nécessité de construire des équipements scolaires qui restent une des priorités du budget 2006.

Huit mille habitants de plus c'est une charge pour les finances de la commune, dont ne tiennent pas compte les dotations d'Etat. Ce seront d'ici 2009 environ 5 millions d'Euros qu'il nous faudra trouver si l'Etat maintient sa position sur la non prise en compte de cette poussée démographique.

Un dernier mot sur les années à venir. Je le disais précédemment, notre ville connaît un développement urbain et économique important et son potentiel reste très élevé.

Ainsi nous devrions, au cours des 3 prochaines années, voir démarrer les travaux de la ZAC Canal/porte d'Aubervilliers, ceux de la future ZAC Port Chemin Vert, l'opération sur le site de l'Espace Rencontres, les travaux du complexe pluriculturel du centre ville, avec le Conservatoire et sa salle polyvalente, la réalisation de l'opération Schaeffer et la construction d'un nouveau Centre de loisirs, la livraison cette année de l'école Anne Sylvestre et du centre de loisirs de l'enfance, l'opération logement de la rue Crèvecoeur, le démarrage du chantier des Prés Clos, la définition d'un projet d'aménagement de l'Ilot Pasteur, la dernière tranche de la ZAC du Pont Tournant, la réhabilitation de la Cité République et du F.J.T., la rénovation du Square Stalingrad et la création du Square Bordier...

Toutes ces opérations urbaines, et celles que je n'ai pas citées, qui aujourd'hui voient le jour, ont été rendues possibles par les choix que nous avons faits depuis 15 ans en créant des réserves foncières, et par des portages financiers importants d'environ 26 millions d'Euros, représentant 22 % du capital de notre dette actuelle.

Ces choix sont aujourd'hui porteurs d'avenir et c'est bien pour notre ville et ses habitants.